

La solidarité avec la Palestine nécessite une position anticolonialiste et anti-impérialiste claire

La question de la position à tenir pour exprimer le mieux possible sa solidarité avec les Palestiniens et contribuer à l'échec final de l'œuvre sioniste est essentielle. Nous l'évoquons une nouvelle fois, à l'aune de quelques événements récents.

Un appel « juste et durable », à côté des vrais enjeux

Un très large comité, regroupant les partis de « gauche », plusieurs syndicats et des organisations qui gravitent autour ou sont spécifiquement des mouvements de solidarité avec la Palestine, baptisé le « Comité pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens » (CPJDPI) appelle de temps en temps à des manifestations de solidarité avec la Palestine, au nom de mot d'ordres dont certains sont plus que flous.

La dernière a eu lieu samedi 6 septembre et n'a rassemblé que 3 000 personnes. En comparaison, la dernière manifestation pour exiger la libération de Georges Abdallah, en juin dernier, suivant un mot d'ordre clair de soutien à la Résistance palestinienne, en avait rassemblé 15 000.

L'appel rédigé par les organisations composant ce comité dénonce sans aucune ambiguïté le génocide, la famine, les bombardements, le ciblage de médecins et journalistes, la volonté des sionistes d'annexer la Cisjordanie et Jérusalem Est, ainsi que les volontés expansionnistes de l'État colonial sioniste. La colonisation y fait l'objet d'une condamnation de principe, mais qui n'est pas étayée.

Mais, nous tombons d'abord sur ces deux phrases qui sont totalement en-dehors du réel : « *Le président de la République a officiellement annoncé que la France allait reconnaître en septembre l'État de Palestine. Nous prenons acte de cette décision, de sa portée politique et de son caractère irrévocable, en observant qu'elle arrive bien tard et que les engagements demandés préalablement à la partie palestinienne restreignent par avance la souveraineté de l'État à reconnaître.* ». Passons sur le fait de saluer une décision du principal dirigeant politique d'un pays impérialiste dont les ventes d'armes à l'entité sioniste ont grimpé en flèche. Passons aussi sur le fait que la reconnaissance de « l'État de Palestine » ne mange pas de pain et ne changera rien au génocide en cours. C'est autre chose qui serait nécessaire, des sanctions diplomatiques et économiques.

Ce qui est essentiel c'est la fin de la deuxième phrase, à propos des « *engagements demandés à la partie palestinienne* ». Ils ne sont pas détaillés, c'est bien le problème. Car, il s'agit de l'exigence de désarmement et de calquer la démocratie bourgeoise impérialiste occidentale. Le CPJDPI devrait, s'il était réellement solidaire de la Palestine, dénoncer ces conditions inacceptables et dire que la Résistance palestinienne ne rendra pas les armes. Et ce d'autant plus que l'appel évoque la restriction de la souveraineté de l'État qu'il annonce vouloir reconnaître. En clair, Macron se prononce pour un bantoustan palestinien.

La divergence s'éclaire : pour le CPJDPI, l'essentiel est la reconnaissance formelle du soi-disant « État de Palestine », pour le Parti Révolutionnaire Communistes l'essentiel tient à ces trois formules : « Non à la création d'un bantoustan palestinien comme après Oslo ! », « Non au désarmement de la Résistance palestinienne ! » et « Palestine libre du fleuve à la mer ! ».

Comme tous les textes, cet appel se caractérise aussi par ce qu'il ne dit pas. L'État colonial sioniste n'est jamais appelé ainsi, mais sous le nom officiel que lui ont donné les colonisateurs : Israël. Si le mot colonisation est présent plusieurs fois, mais jamais développé, les mots « colonialiste », « sioniste », « génocidaire » sont absents de ce texte, qui n'évoque pas les 75 ans d'occupation et de colonisation. Comment être solidaire des Palestiniens sans désigner et accuser l'idéologie qui cause leur malheur ?

Comment rassembler des travailleurs en solidarité avec les travailleurs et le peuple de Palestine si on se contente de les voir comme des victimes et non comme un peuple qui se bat pour sa libération nationale ? Et que cette libération, dans notre monde impérialiste, est un enjeu essentiel pour tous les exploités ?

Une condamnation certes, mais tardive et incomplète

Le syndicat CGT de France Télévision s'est fendu, le 5 septembre dernier d'un communiqué dénonçant l'omniprésence du tueur génocidaire Rafowicz, porte-parole de l'armée d'occupation sioniste sur les chaînes de TV et notamment les chaînes de ce qu'il est convenu d'appeler « l'audiovisuel public ».

Le communiqué démarre sur les chapeaux de roues : « *Jamais un porte-parole d'une armée étrangère n'a disposé d'une tribune aussi large sur les médias français pour débiller ce que l'on ne peut qualifier autrement que de propagande. Et franceinfo TV n'est pas en reste, puisque ce colonel de l'armée israélienne intervient très régulièrement sur nos antennes, interrogé au cours de longues interviews qui durent parfois plus de dix minutes, avec une déférence qui ne laisse pas d'étonner.* ». Rien à dire quant au contenu, il s'agit d'une dénonciation claire. Il est possible toutefois de faire la remarque que Rafowicz est présent sur toutes les antennes, y compris de France.TV depuis près de deux ans et que ce réveil du syndicat est pour le moins tardif.

Mais, surtout, l'explication de la colère du syndicat consiste d'abord à citer la terminologie officielle des règles du soi-disant droit international, d'où les termes « *crimes de guerre* », « *crimes contre l'humanité* », mais pas celui de génocide ou encore les références aux mandats de la Cour Pénale Internationale ou au risque de génocide énoncé par la Cour Internationale de Justice, dont on attend encore des nouvelles pour savoir si elle pense le génocide avéré ou non.

Ensuite, nous avons un appel à la déontologie : « *Notre chaîne ne doit pas servir de plateforme d'expression pour les responsables de tueries et de massacres à grande échelle. Ce point fait déjà partie des chartes déontologiques de grands médias comme l'AFP. Il devrait être discuté avec les organisations syndicales en Commission déontologie.* ». Le fait d'ériger en modèle l'AFP, qui n'indique jamais que c'est l'entité sioniste qui tue les journalistes, vaut son pesant d'or. Mais ce que dit cet extrait, c'est les profondes illusions que porte le syndicat sur sa direction et son entreprise qui n'est jamais qu'un véhicule de l'idéologie dominante. Et dans ses tâches de porte-parole du Grand Capital, il y a le fait de servir la soupe à l'État colonial sioniste. Ce nouvel extrait révèle encore plus crûment ce refus de voir France.TV pour ce qu'il est, un outil du Grand Capital : « *Un média de référence comme franceinfo TV, ainsi le qualifie notre Présidente, devrait savoir qu'une armée ne délivre pas d'informations. L'information est pour elle une façon de faire la guerre par d'autres moyens : la guerre psychologique et informationnelle. Au mieux, elle déforme les faits, au pire, elle propage des fake news, dont le colonel Rafowicz s'est fait une spécialité.* ». Comme si la direction de France Info ne le savait pas !!!

Enfin, on s'attendrait à ce qu'un syndicat de la CGT soit plus au fait des questions de lutte des classes et les utilise dans son argumentation. Or, non seulement le mot génocide ne figure pas dans le texte, mais on ne trouve aucune référence à la colonisation, aucune explication de ce en quoi elle consiste, aucune référence à l'histoire de la Palestine depuis 75 ans et plus. La dénonciation du parti pris prosioniste de tous les media, y compris France.TV, depuis deux ans, ne peut s'en tenir à celle de la présence du tueur Rafowicz à l'antenne. Les positions défendues depuis deux ans par les « journalistes » de tout poil sont autant de scandale, niant le plus longtemps possible le génocide, assimilant la Résistance palestinienne à des terroristes, n'évoquant jamais le projet sioniste de colonisation de substitution. Tout cela est absent de la communisation du syndicat.

Enfin, on peut penser que la présence de Rafowicz est un peu trop visible et que, pour continuer d'entretenir le mythe d'un « audiovisuel public » pluraliste et déontologique, il vaudrait mieux l'encadrer et la diminuer. On attendait mieux de la part de la CGT.

Nous condamnons la tentative d'assassinat des négociateurs du Hamas au Qatar

L'État colonial sioniste n'a toujours pas de limite et il serait étonnant qu'il en soit autrement. Il peut bombarder n'importe quel pays impunément. C'est cela la réalité du « droit international » dont on nous rebat les oreilles. C'est le droit des impérialistes, notamment occidentaux, et de leurs sbires comme l'entité sionistecolonisatrice et génocidaire à faire absolument ce qu'ils veulent, et le « droit » pour les autres, de se conformer aux règles réelles de ces impérialistes et éventuellement d'être massacré.

Le bombardement d'un immeuble à Doha, en utilisant manifestement l'espace aérien irakien, montre bien à la fois cette impunité et le fait que les sionistes ne veulent pas de négociation, puisqu'ils ciblent les négociateurs.

Bien entendu, le Parti Révolutionnaire Communistes condamne fermement cette agression contre un État souverain et contre des négociateurs.

Dans un communiqué, le Parti Communiste de Palestine a ces mots, que nous approuvons totalement : « *Cette attaque est une tentative d'assassinat manquée visant plusieurs négociateurs palestiniens, un crime qui révèle clairement la nature de l'entité sioniste et sa stratégie pour tuer dans l'œuf toute initiative politique visant à*

mettre fin à la guerre d'extermination en cours contre notre peuple dans la bande de Gaza. Ce comportement criminel n'est pas nouveau ; il s'inscrit plutôt dans la continuité d'une politique ancienne de l'entité, caractérisée par l'assassinat de dirigeants nationaux, syndicaux et politiques dans le but d'affaiblir le mouvement national palestinien et de le soumettre à ses politiques agressives. Cette agression flagrante s'ajoute au sombre bilan de l'entité sioniste, jalonné d'assassinats, d'attaques et de violations du droit international. Elle prouve une fois de plus que cette entité ne connaît que le langage du terrorisme organisé, de l'expansion et de l'agression. ».

En conclusion

Le silence, à propos du Qatar, de toutes celles et tous ceux qui nous amusent avec le droit international, la déontologie des journalistes ou la soi-disant opposition pacifiste dans l'entité sioniste est éloquent. Il confirme la nécessité d'une orientation anticolonialiste et anti-impérialiste claire pour soutenir la libération de la Palestine.

Face à nos *media*, défenseurs du sionisme et idiots utiles conscients, du sionisme et aux faux anticolonialistes, une défense de la libération nationale palestinienne sur une base de classe, en refusant les raccourcis permet seule d'expliquer la nature de la situation en Palestine et d'amplifier le combat de la solidarité. La victoire récente constituée par la libération de Georges Abdallah le prouve.

La lutte sur une ligne anti-impérialiste, revendiquant la fin de l'entité coloniale sioniste permet des victoires et permet d'avancer vers la libération de la nation palestinienne.

A cet égard, nous saluons une nouvelle fois le travail de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Abdallah qui a permis que le mouvement pour la libération nationale de la Palestine soit amplifié et affermi. Nous en profitons pour rappeler notre position au sujet de la Campagne Unitaire.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la « Campagne unitaire » doit perdurer et se fixer l'objectif de devenir le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».